

ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Confédération nationale du logement Question écrite n° 115056

Texte de la question

M. Jean Gaubert attire l'attention de M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation, sur les conséquences du non renouvellement de l'agrément de la confédération nationale du logement (CNL). Cette confédération est présente sur le territoire national avec ses 89 fédérations, 21 associations régionales et 4 640 associations locales. Compte tenu de sa présence sur tout le territoire, de son aide au quotidien à des familles en difficulté et de son activité dans le domaine de l'habitat et de la consommation, lui refuser son agrément auquel est liée la subvention consommation nationale, d'un montant de 276 000 euros, soit plus de 10 % de son budget national, reviendrait à remettre en cause l'utilité du monde associatif dans la société. C'est pourquoi, au regard de l'importance de cette association, il lui demande s'il entend revenir sur cette décision et renouveler cet agrément dans la mesure où cette confédération oeuvre avec efficacité et détermination pour la défense des consommateurs.

Texte de la réponse

L'agrément des associations de consommateurs, prévu par les articles L. 411-1 et suivants du code de la consommation, est délivré conjointement par le ministre chargé de la consommation et le garde des sceaux après avis du ministère public. L'agrément peut être accordé à toute association qui satisfait aux conditions définies par les articles R. 411-1 et suivants du code de la consommation. L'association doit être indépendante de toutes formes d'activités professionnelles, exercer une activité effective et publique au service des intérêts des consommateurs et justifier, s'agissant d'une association nationale, d'un minimum de 10 000 adhérents. L'ensemble de ces conditions sont appréciées à partir d'un dossier que remet l'association et dont la composition est fixée par l'arrêté du 21 juin 1988 relatif à l'agrément des organisations de défense des consommateurs. Ce dossier doit notamment comporter le rapport moral et le rapport financier approuvés lors de la dernière assemblée générale de l'association. Le rapport financier doit comprendre un tableau retraçant les ressources et les charges financières et indiquer expressément le ou les montants des cotisations demandées aux membres de l'association et le produit de ces cotisations. Le 23 septembre 2010, conformément à l'avis du ministère de la justice, le secrétaire d'État chargé de la consommation a rejeté la demande de renouvellement d'agrément déposée par la Confédération nationale du logement (CNL), le 31 mars 2010, au motif que l'association n'avait pas apporté la justification du nombre d'adhérents et du montant des cotisations. La CNL a récemment déposé une nouvelle demande d'agrément auprès de la direction départementale de la protection des populations de Seine-Saint-Denis. À l'appui de cette demande, la CNL joint les comptes financiers 2010 approuvés par son assemblée générale du 2 avril 2011 indiquant le montant des cotisations demandé à ses adhérents, le nombre de ses adhérents et le produit de ses cotisations. Conformément aux dispositions des articles L. 411-1 et R. 411-1 et suivants du code de la consommation, cette demande a été transmise au procureur général. Ce dernier devra s'assurer que la CNL remplit l'ensemble des conditions prévues par le code de la consommation pour être agréée.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/13/questions/QANR5L13QE115056

Données clés

Auteur: M. Jean Gaubert

Circonscription: Côtes-d'Armor (2e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 115056

Rubrique: Associations

Ministère interrogé : Commerce, artisanat et consommation **Ministère attributaire :** Économie, finances et industrie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 26 juillet 2011, page 7944 **Réponse publiée le :** 23 août 2011, page 9114